



E-WASTE *Académie*



JOURNEES NATIONALES DE REFLEXIONS SUR LES DECHETS ELECTRONIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

Rôles et Responsabilités des acteurs pour une meilleure
performance de la filière des déchets électroniques
en Côte d'Ivoire

6-7 MARS 2024
Hôtel BLUEBAY, ABIDJAN



ELECTRONIC WASTE AFRICA

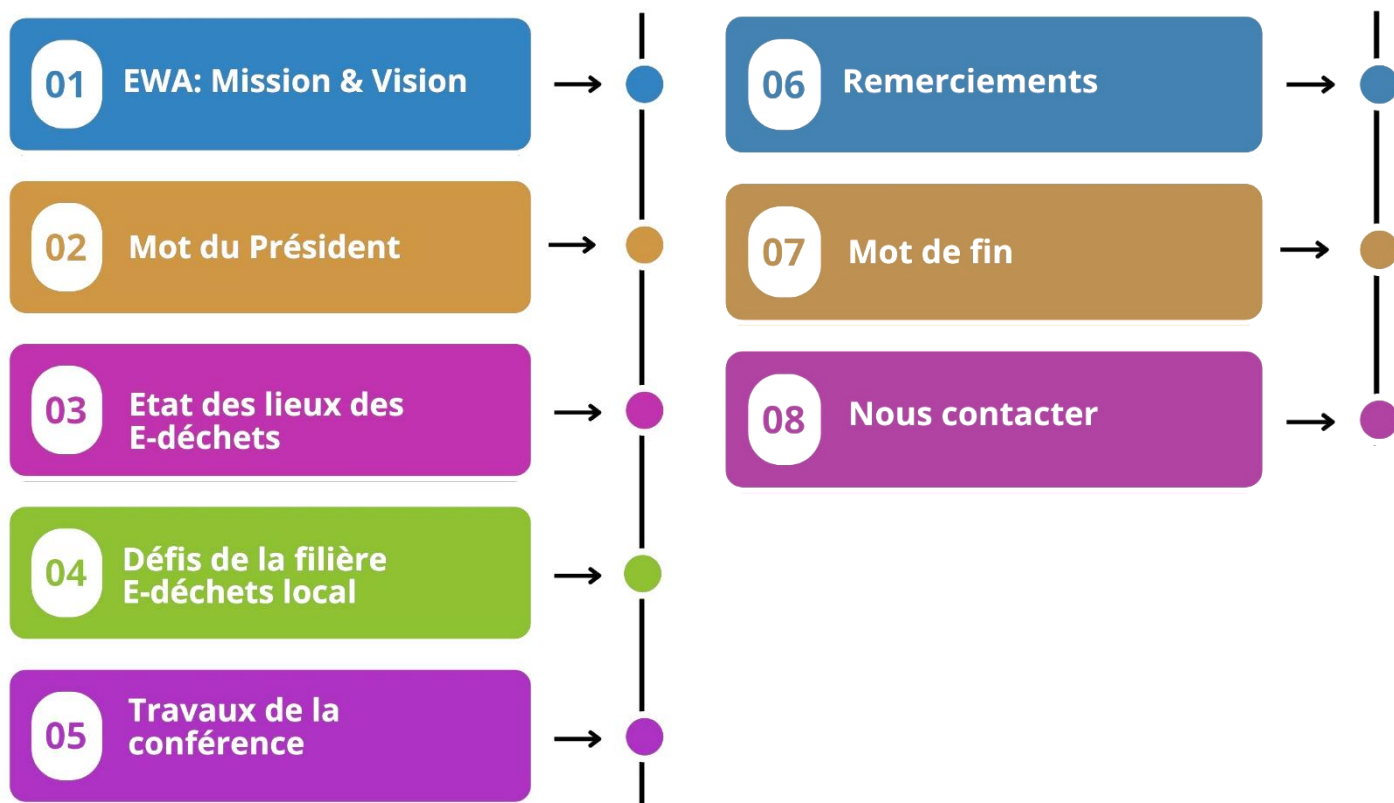
EWA

**RENDU DE LA PREMIERE EDITION DES JOURNEES
NATIONALES DE REFLEXIONS SUR LES DECHETS
ELECTRONIQUES EN CÔTE D'IVOIRE**

Communication @EWA _2024

Tous droits réservés

SOMMAIRE





Œuvrer pour un monde plus équitable et sûr

Nous agissons en faveur du développement d'un écosystème viable, équitable et inclusif pour assurer avec efficacité la gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et la promotion de l'économie circulaire en Côte d'Ivoire

MISSION

Engager stratégiquement les acteurs de l'écosystème, créer des synergies et mobiliser les ressources nécessaires pour assurer la gestion durable des déchets électroniques et la promotion de l'économie circulaire en Côte d'Ivoire

VISION

Créer un monde équitable, inclusif et écologiquement responsable où les acteurs de l'écosystème sont mobilisés et travaillent en synergie pour assurer à travers la gestion des déchets électroniques un développement économique, social et humain.

MOT DU PRESIDENT



Le monde produit 2,01 milliards de tonnes de déchets urbains solides par an, dont au moins 33 % ne sont pas traités correctement c'est-à-dire dans le respect de l'environnement. Dans la plupart des pays africains, la gestion de la fin de vie des équipements électriques et électroniques est encore informelle et une source de pollution. C'est une urgence face à laquelle l'OIT préconise des mesures urgentes pour encourager une meilleure gestion des flux toxiques de déchets électriques et électroniques. Malheureusement l'absence criarde de données officielles sur la filière ne permet pas d'appréhender avec exactitude l'ampleur du problème pour proposer des mesures conséquentes qu'il faut en termes de réponses. En Conséquence, l'Afrique Sub-Saharienne est en passe de devenir l'un des principaux gisements mondiaux de déchets électroniques. En cause, l'urbanisation rapide, la croissance démographique, la percée des technologies de l'information et de la communication, le développement économique accéléré, la consommation croissante de produits manufacturés sans oublier le commerce transfrontière illégal de déchets électroniques.

En Côte d'Ivoire, la filière des déchets électroniques est encore très informelle. Des milliers d'acteurs y travaillent à travers des activités de collecte, de réparation et de recyclage informel au mépris des règles de protection de l'environnement et de préservation de la santé humaine. Cette gestion informelle de la fin de vie des équipements électroniques est à l'origine de graves nuisances sanitaires et environnementales à travers le pays.

Pourtant, les déchets constituent un levier de développement économique et social en Afrique. La promotion de cette nouvelle économie circulaire est gage de nouveaux métiers, de nouvelles formations spécialisées, de nouvelles industries et créatrice d'emplois rémunérateurs durables et de richesses solidaires. Au regard de cet idéal, il s'impose d'entreprendre une véritable démarche transversale public/privé, devant aider à définir en concertation avec les pouvoirs publics, les acteurs de la filière des déchets électroniques, les collectivités, la société civile ainsi que les partenaires au développement, les contours et les stratégies les plus appropriées pour améliorer la performance du secteur et mieux contribuer à préserver l'environnement global des populations. C'est dans ce cadre spécifique que nous intervenons. EWA est engagée dans la réalisation de travaux qui impliquent l'ensemble des acteurs concernés dans des collaborations pour aller vers une amélioration des pratiques et du système de gestion des déchets électroniques. L'objectif recherché dans les prochaines années est de créer un environnement qui encourage les collaborations ainsi que la cocréation de solutions viables et inclusives visant à assurer une meilleure performance de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

Les journées nationales de réflexions sur les déchets électroniques marquent le début de cette dynamique collaborative avec l'ensemble des acteurs ainsi que la volonté commune d'œuvrer ensemble pour la mise en place d'une filière e-déchets plus compétitive et inclusive en Côte d'Ivoire.

Le présent rapport d'activité vise donc à rendre compte des deux jours d'activités qui se sont tenus à Abidjan avec les acteurs clé du secteur des déchets. Les conclusions des travaux engagés dans cette conférence soulignent les besoins du secteur et les actions urgentes attendus pour améliorer ce secteur si fragile pour l'instant.

Evariste AOHOUI, Manager Général, EWA

ETAT DES LIEUX

Le monde produit 2,01 milliards de tonnes de déchets urbains solides par an, dont au moins 33 % ne sont pas traités correctement c'est-à-dire dans le respect de l'environnement. Le volume des déchets produits chaque année va augmenter de 70 % au cours des 30 années à venir. Le coût global du traitement des déchets augmente également : 205 milliards de dollars ont été dépensés en 2010, l'estimation pour 2025 est de 375 milliards de dollars, les hausses de coûts les plus fortes étant attendues dans les pays en développement. Les déchets électroniques font partie des lots de déchets qui constituent une réelle préoccupation pour tout le monde entier du fait de leur haute toxicité et croissance rapide. 54 millions de tonnes de déchets électroniques ont en effet été générés dans le monde en 2019, en hausse de 21 % en seulement cinq ans, selon le dernier rapport Global E-Waste Monitor des Nations Unies. L'étude prédit également que la quantité de déchets électroniques atteindra 74 millions de tonnes d'ici 2030, faisant de ces déchets le flux de déchets ménagers qui connaît la croissance la plus rapide au monde, alimentée notamment par la hausse de la consommation d'équipements, leur cycle de vie relativement court et peu d'options de réparation.

Une incinération de déchets électroniques



Un ferrailleur au travail sur la casse d'Anoumabo à Abidjan

En 2019, seuls 17 % des déchets électroniques mondiaux ont été collectés et recyclés, selon les estimations. Selon les sources officielles de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), seulement 20% des déchets électriques et électroniques sont traités via des filières de recyclage officielles et, pourtant, leur valeur est estimée à 55 milliards d'euros. Le Global E-waste Monitor 2020 chiffre à 2,9Mt la quantité de déchets électroniques produit en Afrique et dont seul 0,03 Mt, soit 0,9% sont recyclés contre 42,5% en Europe ; 11,7% en Asie, 9,4% en Amérique et 8,8% en Océanie. Dans la plupart des pays de l'Afrique de l'ouest, la gestion des déchets électroniques est encore informelle. Le manque d'infrastructures de recyclage, de cadre réglementaire fort, et d'initiatives formelles favorise une prolifération de mauvaises pratiques de recyclage qui mettent en danger l'environnement et la santé humaine.

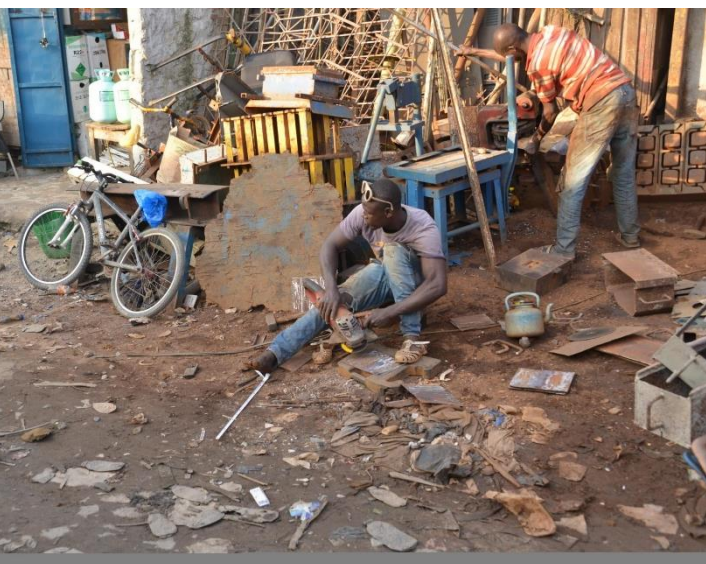
Selon l'Organisation de la Santé Mondiale (OMS) :

Les volumes de déchets d'équipements électriques et électroniques sont en hausse à l'échelle mondiale. Selon le Global E-waste Statistics Partnership (GESP), ils ont augmenté de 21 % au cours des cinq années qui ont précédé 2019, année au cours de laquelle 53,6 millions de tonnes de déchets électroniques ont été générées. À titre de comparaison, les déchets électroniques produits l'an dernier représentaient l'équivalent, en poids, de 350 navires de croisière qui, placés bout à bout, formeraient une ligne de 125 km de long. Cette augmentation du volume des déchets devrait se poursuivre à mesure que l'utilisation des ordinateurs, des téléphones portables et des autres appareils électroniques dont l'obsolescence est rapide, continue de progresser.

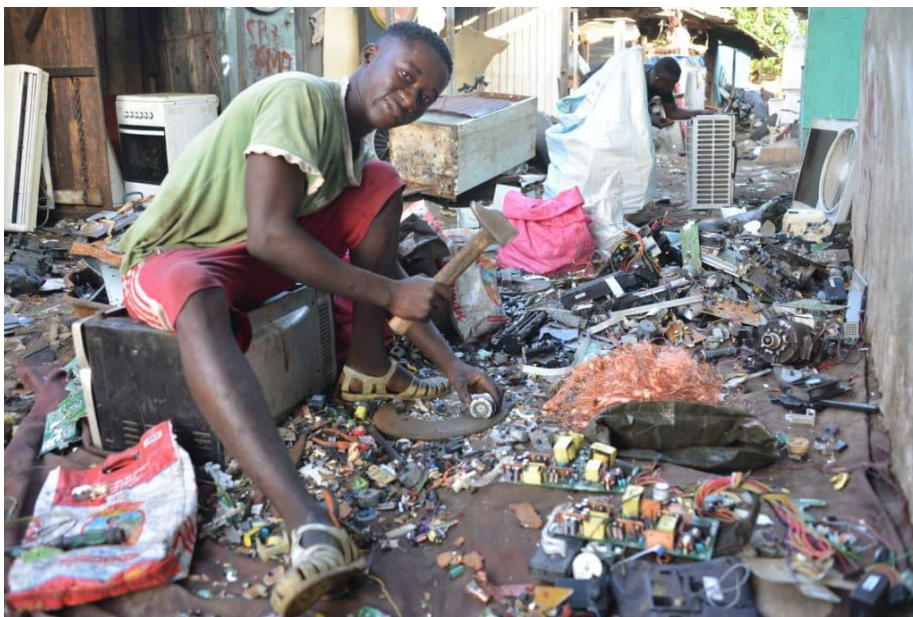
Seulement 17,4 % des déchets électroniques produits en 2019 sont parvenus jusqu'aux installations formelles de gestion ou de recyclage, selon les estimations les plus récentes du GESP, le reste étant mis au rebut illégalement, principalement dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, où ils sont recyclés par des travailleurs du secteur informel.

La collecte et le recyclage appropriés des déchets d'équipements électriques et électroniques sont pourtant essentiels pour protéger l'environnement et réduire les émissions nocives pour le climat. En 2019, le GESP a constaté que ces 17,4 % de déchets électroniques correctement collectés et recyclés permettraient d'empêcher le rejet dans l'environnement de 15 millions de tonnes d'équivalents CO2.

Les acteurs informels à Abidjan



DEFIS DE LA FILIERE DEEE LOCALE



Jeune ferrailleur informel à Abidjan

La production mondiale de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) augmente de 3 à 4% par an et a dépassé 57 millions de tonnes en 2021. Parallèlement à la consommation croissante de produits électroniques, la durée de vie de ces produits est aussi de plus en plus courte du fait de leur obsolescence programmée.

Au-delà du danger immédiat que représentent les DEEE, l'extraction des métaux rares nécessaires à la fabrication des smartphones, ordinateurs, panneaux solaires, batteries au lithium et autres objets connectés, est elle-même une industrie polluante. Les grands pays producteurs connaissent des pollutions et des situations sanitaires désastreuses dans et autour des mines.

Ajoutés aux enjeux environnementaux et humains, la pénurie future des métaux précieux que contiennent les DEEE doit encourager un recyclage maximal. En effet, les cours du nickel ou du lithium pour les batteries électriques sont en forte hausse et certains métaux pourraient bientôt manquer (gallium, indium, yttrium, tantale...). Pourtant, ces métaux sont présents dans de nombreux déchets électroniques sans être pour autant récupérés ni recyclés. Le WEEE Forum estime d'ailleurs à 57 milliards de dollars américains les matériaux récupérables qui ont été jetés ou brûlés sous la responsabilité des producteurs dans les régions du monde sans législation et technologies.

En Côte d'Ivoire, plus de 90 % des déchets électroniques sont gérés de façon non contrôlée et totalement informelle à travers de mauvaises pratiques de recyclage qui portent directement atteinte à la santé humaine et l'environnement. Les autorités ivoiriennes éprouvent, depuis plusieurs années, quelques difficultés à mettre en place un système efficace de gestion durable desdits déchets. Jusqu'à ce jour, il existe encore très peu d'études et d'initiatives formelles qui favorisent la disponibilité permanente de données qualitatives et l'organisation d'une filière compétitive autour de la gestion des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

UNE FILIÈRE EN PROIE À DES DÉFIS MULTIFORMES ET COMPLEXES

UN MANQUE DE DONNÉES, DE VISIBILITÉ ET DE CONNEXIONS

Il existe dans le secteur des déchets électroniques en Côte d'Ivoire un manque criard de données. Cette indisponibilité de données constitue un obstacle majeur à bien d'égards. C'est une situation qui ne permet pas une meilleure appréciation de la réalité de la filière qui, jusqu'à ce jour, évolue encore en toute opacité. La déconnexion entre les acteurs rend davantage difficile toute intervention.

UNE PAUVRETE CYCLIQUE

Un taux d'analphabétisme élevé qui favorise une pauvreté cyclique. En effet les parents ferrailleurs ignorant l'importance de l'éducation et n'ayant jamais été eux-mêmes à l'école pour la plupart, préfèrent garder leurs enfants auprès d'eux pour apprendre leur métier. Cette réalité culturelle profondément ancrée dans la communauté des acteurs informels prive les enfants de leur droit fondamental à l'éducation et les contraint à hériter de la pauvreté de leurs parents.

DES PRATIQUES DE CORRUPTION

L'informalité du secteur des déchets électroniques et le bas niveau d'éducation des acteurs intervenant dans ce secteur favorisent une prolifération de pratiques de corruption dans le secteur. Ces pratiques ne sont pas sans conséquences pour le pays. Elles fragilisent l'ensemble des efforts visant à améliorer la filière des e-déchets au plan local. Ces pratiques de corruption exacerbent les mauvaises pratiques, renforcent davantage l'injustice dans le secteur et constituent une importante perte sociale et économique pour le pays.

Bien que les agents informels présents dans le système de gestion des DEEE en Côte d'Ivoire manquent encore de reconnaissance sociale et professionnelle, ils constituent toutefois une force très dynamique. Dans un contexte où le pays manque encore d'infrastructures, de technologies adaptées et d'un cadre réglementaire fort pour impulser une ouverture vers l'industrialisation de ce secteur, les acteurs informels jouent un rôle essentiel dans la chaîne de valeurs des déchets électroniques. Ce sont des agents clés du système en place qui contribuent à la dynamique d'auto-emploi et au développement d'une économie circulaire au plan local. Ils seraient plus de 10 000 personnes d'origines diverses sont impliquées dans la collecte de proximité et le recyclage informel et plusieurs autres milliers opérant modestement dans de petites initiatives de réparation des équipements électriques, électroniques et informatiques.

Depuis plusieurs années maintenant, notre organisation développe des initiatives en faveur des acteurs informels et mène des réflexions stratégiques sur le développement de solutions holistiques visant à améliorer la performance du système de gestion des DEEE en Côte d'Ivoire. Le renforcement de la coopération avec les différents acteurs de l'écosystème et l'identification claire des besoins du secteur nous ont permis d'élaborer une stratégie générale pour promouvoir un changement systémique.

UN CADRE REGLEMENTAIRE NON EFFECTIF

L'insuffisance d'initiatives formelles encourage les activités informelles dans la gestion des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. Bien que le cadre réglementaire existe, son application n'est pas effective, ce qui ne permet pas une transparence et un contrôle des activités dans le secteur. Cette situation encourage l'entrée en jeu de nombreux opportunistes qui y voient une opportunité pour faire affaires en toute liberté et sans aucune forme de contrainte.

TRAVAUX DE LA CONFERENCE

Les journées nationales de réflexions sur les déchets électroniques (JNR-D3E) sont une action qui s'inscrit dans le cadre général du plan stratégique de notre structure, Electronic Waste Africa (EWA), pour créer un changement systémique dans la gestion des DEEE en Côte d'Ivoire. Ce plan a été développé avec le concours d'un pool d'experts des organisations [ASHOKA](#) et [IKEA Social Entrepreneurship](#) à travers le programme international dénommé [DELA](#).

Le plan stratégique s'articule en effet autour de cinq (4) axes d'intervention que sont :

- i. Identification des acteurs (locaux et internationaux), et création des liens de coopération au sein de l'écosystème local des e-déchets ;
- ii. Information et renforcement des capacités des acteurs sur les rôles et responsabilités dans le processus de mise en place d'une communauté des acteurs et l'élaboration d'une charte de bonnes pratiques ;
- iii. Mise en place d'un mécanisme permanent pour générer des données qualitatives et quantitatives sur la réalité des DEEE en Côte d'Ivoire ;
- iv. Dynamiser le secteur informel en améliorant sa compétitivité ;
- v. Plaidoyers en faveur de la reconnaissance et l'incorporation des acteurs informels dans le système de gestion des DEEE en Côte d'Ivoire.

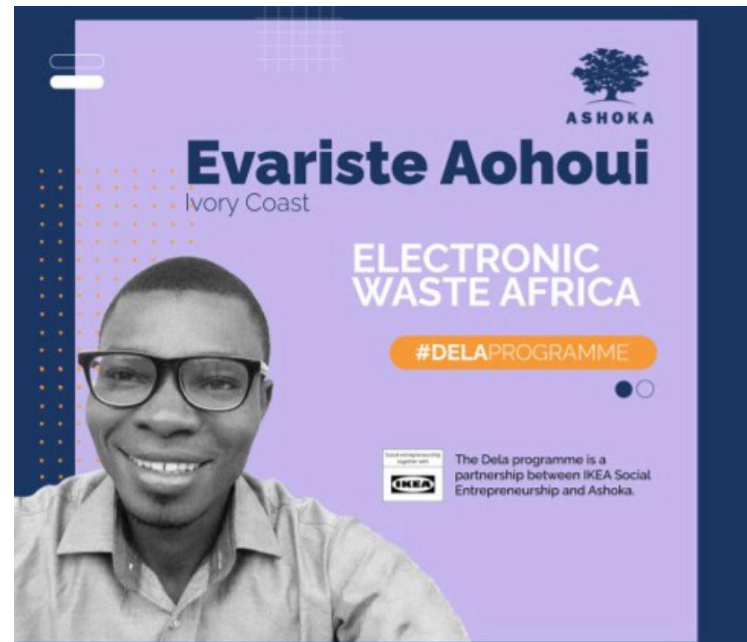
Les cinq (5) axes d'intervention du plan stratégique permettront de développer des outils indispensables qui facilitent le développement harmonieux d'une filière compétitive des DEEE ainsi que le renforcement de l'action climatique dans la gestion des DEEE au plan local.

Ainsi, la présente conférence vise à mettre en place une communauté de pratique et de partage d'expériences sur la gestion des DEEE ainsi que la réalité du changement climatique en Côte d'Ivoire. Il est question d'identifier et de mobiliser les différents acteurs de l'écosystème des e-déchets, notamment les acteurs informels, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les médias, les centres de recherches, les communautés vulnérables et les sociétés de recyclage/valorisation des déchets électroniques, et de faciliter la création d'un cadre de coopération pour une meilleure performance de la filière des déchets électroniques au plan local.

Les acteurs informels participent à l'animation d'une économie verte dans le secteur des e-déchets au plan local. A ce jour, plus de 90% de la filière des déchets électroniques est gérée par les acteurs informels qui interviennent à presque tous les niveaux de la chaîne de valeur. Ils sont des milliers à travailler dans la collecte des équipements usagés, la remise en état, le démantèlement et la valorisation des matières premières secondaires.

Le problème observable avec le secteur informel est relatif aux mauvaises pratiques développées par les acteurs dans la réalisation de leurs activités quotidiennes qui contribuent à la pollution massive de l'environnement et la dégradation de la santé humaine. La solution à ce problème repose dans la formation et l'accompagnement des acteurs.

Le plan stratégique élaboré par Electronic Waste Africa prend en compte cette réalité à travers une série d'actions incluant l'identification et la formation des acteurs informels ainsi que leur intégration au sein d'une communauté de pratiques et de partage d'expériences en vue d'un meilleur suivi de leurs actions



Les enjeux liés à la question des déchets électroniques sont importants. Ils impliquent la protection de l'environnement, la préservation de la santé humaine, la création de nouveaux emplois verts et le développement d'une économie sociale et solidaire.

Les E-waste days interviennent alors pour mutualiser les efforts des différents acteurs autour de la volonté ultime de transiter vers la formalisation du secteur. L'évènement offre un cadre de rencontre, d'informations, d'échanges, de partage d'expériences et de coopération entre les différents acteurs locaux et internationaux pour agir ensemble en vue d'ériger une filière compétitive des DEEE en Côte d'Ivoire

STRATEGY DECK

PLAN D' ACTIONS POUR UNE AMELIORATION DE LA FILIERE DEEE



*Les Journées Nationales de Réflexions sur les Déchets
Electroniques, l'expression d'une volonté de contribuer à
l'amélioration de la filière des déchets électroniques en
Côte d'Ivoire*

La première édition des journées nationales de réflexions sur les déchets électroniques se sont tenues avec succès les 6 et 7 Mars 2024 à l'hôtel BLUEBAY à Abidjan. Mme Ana MURRA, représentante de l'organisation internationale ASHOKA en Roumanie était l'invitée d'honneur. Mme MURRAY a exprimé sa joie d'être en Côte d'Ivoire et de travailler avec M. Evariste AOHOUI qui fait partie du réseau mondial d'ASHOKA. Elle a aussi indiqué le caractère crucial des travaux engagé par EWA pour améliorer le secteur des déchets électroniques qui constitue un challenge au niveau mondial. De telle initiative permettent en effet de proposer des solutions holistiques qui contribuent à résoudre efficacement le problème.

A la suite de Mme MURRAY, M. Evariste AOHOUI a rappelé l'ampleur du problème que constituent les déchets électroniques et l'urgence d'entreprendre des actions immédiates pour contribuer à la protection de l'environnement et la préservation de la santé humaine à travers l'amélioration des pratiques. Aussi, les travaux engagés par EWA visent-ils à promouvoir une économie circulaire dynamique au plan local en investissant dans les acteurs informels qui, présentement, gère plus de 90 % des activités de la filière locale des e-déchets. L'ambition poursuivi par EWA, a indiqué M. AOHOUI est clairement de mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème local dans les collaborations stratégiques pour favoriser une meilleure synergie dans les travaux en direction de la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.



Mme Ana MURRA, Représentante ASHOKA Roumanie et Éric PATHINVO, Interprète

Pour la première fois en Côte d'Ivoire, un cadre est offert à l'ensemble des acteurs incluant le public, le privé, la société civile et le secteur informel pour engager ensemble des réflexions collectives sur l'avenir de la filière des déchets électroniques. Cette approche inclusive permet aux participants de se rendre compte de la réalité des déchets électroniques sous différents angles et de s'apercevoir de la nécessité d'évoluer en communauté afin de mieux promouvoir les bonnes pratiques dans la gestion de la fin de vie des équipements électroniques en Côte d'Ivoire à travers des collaborations

PANEL 1 :

**LA GESTION DES DECHETS ELECTRONIQUE :
DEFIS ET OPPORTUNITES POUR LA CÔTE D'IVOIRE**



M. Evariste AOHOUI, EWA (à gauche) et M. Arnaud AHLI, CASD-CI (à droite)

Le panel ayant pour thème « Gestion des déchets électroniques, défis et opportunités pour la Côte d'Ivoire » a marqué le début des travaux des journées nationales de réflexions sur les déchets électroniques en Côte d'Ivoire. Cette session modérée par la journaliste Delorès PIE a permis aux conférenciers ; Messieurs Evariste AOHOUI ; directeur exécutif de Electronic Waste Africa et Arnaud AHLI, Président de l'ONG Common Action for Sustainable Development d'établir un état des lieux de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. M. Evariste AOHOUI a expliqué les challenges liés aux e-déchets qui s'expriment notamment par une totale informalité dans la gestion de la fin de vie des équipements du fait du manque d'infrastructures dédiées et de l'insuffisance d'initiatives formelles. En ce qui concerne le cadre réglementaire, M. AOHOUI a indiqué les difficultés liées à son application effective. M. AHLI, quant à lui, a insisté sur l'absence de compétences chez les acteurs informels pour prendre en charge ce type de déchets classés dangereux, ce qui entraîne une forte pollution de l'environnement et une dégradation de la santé humaine. En ce qui concerne les opportunités, les deux panélistes ont souligné le fait que les déchets électroniques constituent une belle occasion pour le pays de développer une économie circulaire et de constituer une niche d'emplois vert. Cependant, cela ne pourra se faire qu'à travers des initiatives formelles comme celles engagés par Electronic Waste Africa à travers les journées de réflexions sur les e-déchets, la E-waste Académie pour assurer la formation et la professionnalisation du secteur informel et le leadership dans la mobilisation des acteurs pour des actions coordonnées et efficaces.

*Un évènement mobilisant pendant 2 jours de réflexions
collectives et de co-création :*



143

Participants et Acteurs de la filière des e-déchets



16

Conférenciers de haut niveau

PANEL 2 :

CONDITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE INDUSTRIE VERTE AUTOUR DE LA GESTION DES DECHETS ELECTRONIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

Le panel relatif aux « Conditions pour le développement d'une industrie verte autour de la gestion des déchets électroniques en Côte d'Ivoire » a servi de cadre de partage d'expériences pouvant inspirer le secteur des e-déchets en Côte d'Ivoire. M. Stefan REUTER, Chef de projet à la German-African Partnership for Water and Sanitation (GAPWAS) a indiqué que la conscience environnementale de l'Allemagne a été ravivée par un scandale survenu dans le pays depuis des années auparavant, marquant ainsi le début d'une période de profonde structuration. Pour M. REUTER, le développement d'une industrie verte et responsable doit passer par trois (03) phases que sont : la professionnalisation du secteur informel, la standardisation des pratiques et la mise en place d'un système de « E-waste Credits ». Ces conditions sont essentiellement pour aller vers le développement d'une filière compétitive et attractive en Côte d'Ivoire. M. Pierre GAGAS BIBI, expert en gestion des déchets et économie circulaire et par ailleurs responsable développement durable à RECYPLAST AFRICA a partagé l'approche de travail de sa structure qui implique la mise en place d'un système de collecte des déchets, le développement d'une politique sociale en faveur des acteurs impliqués, la formation des travailleurs et le respect des normes de protection de l'environnement et la santé humaine. Cette session de travail modérée par M. Henri-Damien LAURENT, Entrepreneur social, rappelle clairement l'importance de travailler à la fois sur les aspects de l'éducation, la formation, le cadre réglementaire ainsi que les politiques sociales et incitatives pour réussir le défis d'une industrie verte autour de la gestion des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.



Mme Emilienne YETIN, chargée d'études au Programme National de Gestion des déchets (PNGD) en pleine intervention pendant l'une des sessions de travail.

La forte mobilisation et participation des acteurs dans les sessions d'échanges et de réflexions soulignent l'intérêt et la pertinence des sujets définis par Electronic Waste Africa pour les E-waste Days 2024. Cela démontre également la volonté des acteurs de voir enfin émerger dans le secteur des e-déchets des initiatives formelles et inclusives qui offrent à tous la chance de participer aux réflexions et de prendre une part active aux travaux qui visent la transformation qualitative de la filière.



M. Pierre GAGAS, Recyclplast Afrique (à gauche), m. Stefan REUTER, GAPWAS (au milieu) et M. Henri-Damien LAURENT, modérateur (à droite)

Les E-waste Days 2024 ont réussi à mobiliser les acteurs locaux clés, notamment les décideurs, industriels, travailleurs informels, ONGs et associations, médias et organisations de femmes et de jeunes autour de l'idée d'œuvrer ensemble en vue d'améliorer la performance du système de gestion des DEEE et du renforcement de l'action climatique en Côte d'Ivoire.

EWA
ELECTRONIC WASTES AFRICA

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES E-DECHETS

6-7 MARS 2024
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE

THEME:
Rôles et Responsabilités des acteurs pour une meilleure performance de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire

+225 0576464646
+225 0574353535

WWW.FACEBOOK.COM/EWASAS19
EWASASABIDJAN@GMAIL.COM
INFO@EWASAS.COM
WWW.EWASAS.COM/EWASTEDAYS

PANEL 3 :

CADRE REGLEMENTAIRE ET POLITIQUE INCITATIVE POUR UNE GESTION DURABLE DES DECHETS ELECTRONIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

Contribuer à une amélioration de la filière des déchets électroniques est une ambition noble poursuivie par Electronic Waste Africa. Pour rendre possible une telle ambition, il est nécessaire de créer un cadre de mobilisation et de rencontre des acteurs locaux du secteur. C'est aussi l'occasion de construire en les acteurs de différents niveaux des liens de coopération.

Les journées nationales de réflexions sur les déchets électroniques en Côte d'Ivoire sont une initiative qui s'inscrit parfaitement dans la logique de mutualiser les efforts autour de la gestion écologiquement rationnelle des déchets électronique et la promotion d'une économie circulaire au plan local. L'initiative vise en effet à mobiliser les acteurs clés et les engager dans un cadre formel de collaborations pour assurer la co-création de solutions inclusives et équitables dans le processus de développement d'une industrie verte autour des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

Dans la mise en place d'une telle communauté de bonnes pratiques et de partage d'expériences, le secteur informel constitue le plus gros challenge. Très souvent, il n'est pas suffisamment bien organisé et outillé pour prendre part aux travaux collectifs. C'est donc la raison pour laquelle, Electronic Waste Africa, a aussi lancé la E-waste Académie pour répondre aux besoins d'organisation et de capacitation du secteur informel en vue d'une meilleure participation aux travaux de la communauté des acteurs de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.



De la gauche à la droite : M. Kouamé DJIRI, Assistant du Coordonnateur National du PNCC - M. Raphaël ZADI, Juriste en droit de l'environnement - M. Victorien N'GUESSAN, Responsable HSE du Port Autonome de San-Pedro et M. Donatien KANGA, journaliste et modérateur

Le cadre réglementaire sur la gestion des déchets électroniques est resté flou jusqu'à ces dernières années. Ce vide juridique a été un handicap majeur dans la promotion de bonnes pratiques de recyclage et de la conscience écologique en Côte d'Ivoire. Le panel sur « Cadre réglementaire et politique incitative » a donc permis aux conférenciers de se prononcer sur la situation exacte de la Côte d'Ivoire en matière de législation et de politiques d'incitation du secteur privé et des populations au respect des dispositions existantes. Le journaliste Donatien KANGA a conduit cette session d'échanges au cours de laquelle les panelistes ont partagé leurs points de vue et des informations capitales relatives aux avancées réalisées depuis ces dernières années. M. Raphaël ZADI, Expert en droit de l'environnement et anciennement juriste au Programme National de Gestion des Déchets (PNGD) a indiqué deux (02) points majeurs en matière d'avancée réalisée par le ministère de l'environnement, notamment le décret n°2017-217 du 5 avril 2017 portant gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques et la loi n° 2023 du 02 août 2023 portant code de l'environnement. Pour le juriste, ces mesures interviennent pour normaliser les pratiques en matière de gestion de la fin de vie des équipements électroniques en Côte d'Ivoire. M. Kouamé DJIRI du Programme National Changement Climatique (PNCC) a insisté sur la nécessité pour le gouvernement de soutenir les mesures législatives par des politiques incitatives qui pourraient être exprimées à travers des allègements fiscaux et sous d'autres formes pour garantir une adhésion des parties prenantes. M. Victorien N'GUESSAN a, quant à lui, souligné le fait que chaque entreprise est responsable des déchets qu'elle produit dans le cadre de ses activités. Partant de ce fait, M. N'GUESSAN a mis en relief la nature de la collaboration entre le PASP et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD) à travers la collaboration très étroitement avec le Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL) et l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) pour assurer une meilleure traçabilité de ses déchets.

À l'issue de la session, l'on retient que le cadre réglementaire sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques en Côte d'Ivoire reste encore méconnu par la plupart des acteurs. Les E-waste Days sont des initiatives absolument nécessaires dans la mesure où ils offrent un cadre approprié pour informer le public sur l'essentiel des travaux entrepris par le gouvernement en la matière, mais ils constituent également une occasion d'interagir avec les acteurs afin de mieux comprendre leurs réalités et préoccupations.



PANEL 4 :

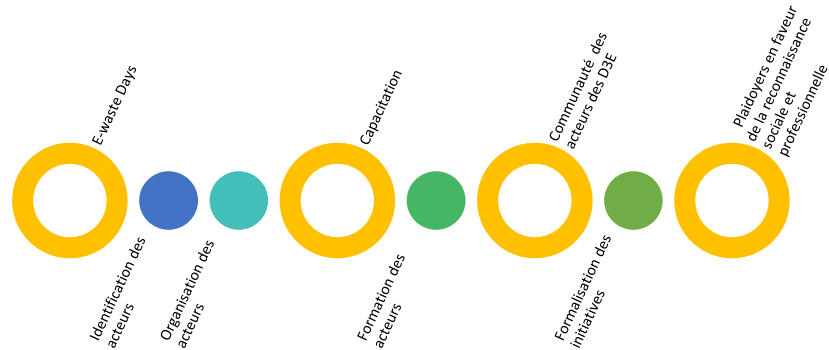
FINANCEMENT DE LA TRANSITION ET DU SYSTÈME SYSTEMIQUE

Les questions liées au financement de l'économie circulaire ont toujours été au cœur des échanges sur le climat. A travers la session sur le « Financement de la transition et du système systémique », il était question de mettre en lumière les différents instruments de financements disponibles pour accompagner le développement des actions visant la gestion écologiquement rationnelle et la promotion de l'économie circulaire au plan local. Le journaliste Chance SORO qui conduisait la session a permis aux conférenciers de présenter les initiatives de leurs différentes institutions relativement au financement. Dr. Al Hamdou DORSOUMA, Chef de division au Département Changement Climatique et Croissance Verte de la Banque Africaine de Développement (BAD) a indiqué que les principes de l'économie circulaire jouent un rôle stratégique dans la réalisation des priorités de la BAD. Ils accélèrent aussi l'atteinte des objectifs de développement durable et contribuent significativement à la relance économique du continent africain. La BAD dispose donc d'instruments de financement de l'économie circulaire sur le continent africain. Elle abrite également au sein de son département Changement Climatique et Croissance Verte, le secrétariat de l'Alliance Africain pour l'Economie Circulaire (ACEN) qui est une coalition de gouvernements africains qui ont identifié l'économie circulaire comme l'un des fers de lance de leurs plans de développement. La Côte d'Ivoire est un membre de cette plateforme qui a pour objectif de renforcer la mise en œuvre du plan d'action élaboré par la Commission de l'Union africaine pour stimuler la transition vers une économie circulaire comme moyen d'atteindre les objectifs de développement en matière de climat et de biodiversité.

Dr. Al Hamdou a également indiqué le Fonds Africain sur l'Economie Circulaire qui offre des facilités de financement aux entreprises et organisations formelles engagés dans la dynamique de la croissance verte.



Les E-waste Days ont bénéficié de la participation de profils variés, notamment les organisations non gouvernementales locales et internationales, la société civile, le secteur privé, les acteurs publics, le secteur informel et la presse pour débattre des questions relatives aux déchets électroniques et les conditions nécessaires pour aller vers une amélioration de la filière.



La filière des déchets électroniques étant encore très informelle en Côte d'Ivoire, la plupart des acteurs qui interviennent actuellement dans la chaîne de valeurs travaille de manière informelle et n'est donc pas reconnue dans les initiatives formelles développées dans ce secteur. Cette absence de reconnaissance conduit à la non éligibilité et à l'exclusion du secteur informel de la plupart des actions formelles. Pour remédier à ce problème, le plan stratégie développé par Electronic Waste Africa, prévoit d'identifier et d'organiser les acteurs informels en associations professionnelles. Ceci constitue les premières étapes de la mise en place d'une communauté des acteurs et de la professionnalisation de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.



M. Jacques KOFFI, Coordinateur du PNGD (à gauche) : Dr. Al DORSOUMA, Chef de Division, Département Changement Climatique et Croissance Verte, BAD (milieu) et M. Chance SORO, journaliste modérateur.

M. Jacques KOFFI, Coordinateur du Programme National de Gestion des Déchets (PNGD) et par ailleurs Responsable du Projet DEEE au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), a expliqué le choix du gouvernement de mobiliser des ressources à travers les éco-redevances via la Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) et le principe du Pollueur Payeur. Dans le cadre du projet DEEE, il est question de collecter des écotaxes en vue de la construction d'infrastructures de recyclage et de la formation des acteurs pour une meilleure gestion des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

M. KOFFI salue l'initiative des E-waste Days et le leadership de la structure ; Electronic Waste Africa, avec laquelle il envisage de collaborer pour une meilleure efficacité de la filière des e-déchets.



PANEL 5 :

ECONOMIE CIRCULAIRE, INDUSTRIE VERTE ET EMPLOIS

Dans le présent contexte national où le chômage des jeunes demeure une préoccupation majeure, la filière des déchets électroniques peut être une belle alternative pour l'emploi. Pour en parler, une session d'échanges sur le thème « Economie circulaire, industrie verte et emplois », conduite par l'environnementaliste Fulgence GUEU, a permis à Messieurs Karl AHUESON, directeur général de Switch Metals et Henri-Damien LAURENT, Fondateur de TIC4ED de partager leurs points de vue.

Pour M. AHUESON, Notre monde qui se rapproche de l'épuisement de ses ressources naturelles et les actions anthropiques constituent également une source de pollution massive de notre terre. Cette réalité impose une migration vers une économie circulaire. Les politiques de décarbonations, si elles sont sérieuses, devraient également renforcer la dynamique de la transition énergétique. Dans ce paysage, les mines urbaines sont des alternatives valables pour assurer la préservation des ressources. Pour faire bénéficier cette opportunité future au secteur informel qui regorge d'emplois fragiles, il faut mieux structurer le secteur en une organisation forte et dynamique, travailler sur des programmes de capacitation et générer des données sur le secteur. Ces éléments réunis permettront de promouvoir efficacement le recyclage pour une exploitation des mines urbaines en misant sur le savoir-faire du secteur informel.

Pour Henri-Damien LAURENT, La formation aux métiers de l'information et la communication ont un lien étroit avec les déchets électroniques dans le sens qu'elle encourage à la grande consommation des équipements informatiques. Ceci dit, le secteur des TIC doit également avoir pour mission de contribuer à une meilleure gestion de la fin de vie desdits équipements. Cette contribution pourrait se traduire par des programmes de formation des acteurs dans le secteur informel ou la contribution au développement industriel dans le secteur des e-déchets à travers la mise à disposition de compétences et d'outils de gestion du secteur pour la préservation des emplois et la gestion effective du secteur.



M. Karl AHUESON, PDG de Switch Matelas (à gauche) ; M. Henri-Damien LAURENT, Fondateur et Président de TIC4ED (au milieu) et M. Fulgence GUEU, Modérateur de la session

Le secteur des e-déchets présente une inégalité en matière de promotion du genre. C'est un secteur d'activité avec une prédominance du genre masculin. De la collecte des équipements usagés au reconditionnement des appareils pour une seconde vie, les femmes sont en forte minorité. Les Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques ont aussi été l'occasion de se rendre pleinement compte de la triste réalité. Il se pose dès lors l'urgence d'entreprendre des actions fortes pour favoriser le positionnement des femmes dans ces métiers en lien avec les déchets électroniques.

La sensibilisation et l'insertion des filles et des femmes dans les métiers de remise en état des appareils ou encore de valorisation de matières premières issues des opérations de démantèlement sont totalement envisageables et Electronic Waste Africa entend agir dans ce sens dans la suite de l'initiative des Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques en Côte d'Ivoire. Ce chantier fera donc l'objet de collaboration et co-création avec des organisations partenaires ayant cette thématique comme un axe de leur intervention.



PRESENTATION :

PLAN D'AMELIORATION DU SECTEUR DES E-DECHETS, UNE CONTRIBUTION STRUCTURELLE APPOREE PAR EWA



M. Evariste AOHOUI, Directeur Exécutif de Electronic Waste Africa (EWA)

Mobiliser les acteurs du secteur e-déchets et les engager dans une communauté d'échanges, d'apprentissage des bonnes pratiques et d'actions pour un épanouissement social et professionnel. Privilégier la collaboration et la co-création dans un écosystème sain et équitable pour assurer la protection de l'environnement et la préservation de la santé humaine.

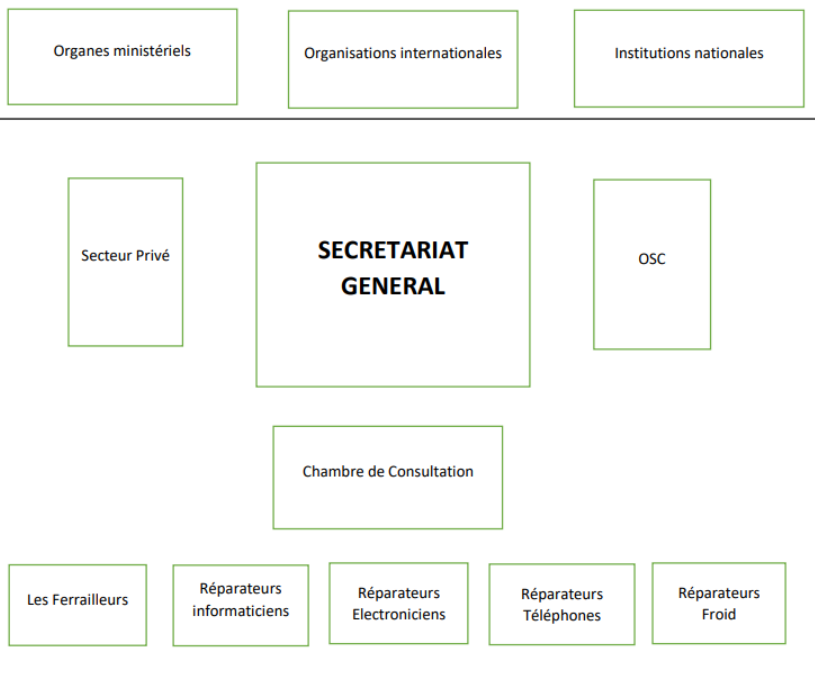


Schéma de la communauté des acteurs du secteur E-déchets en Côte d'Ivoire

Dans une présentation finale, M. Evariste AOHOUI, directeur exécutif de Electronic Waste Africa, a indiqué que la filière des déchets électroniques présente de nombreuses insuffisances. Les défis vont des questions de compétences liées à la gestion des déchets électroniques aux besoins d'une organisation de l'ensemble des acteurs en passant par la nécessité d'harmoniser les actions et de travailler de plus en plus en synergie. M. AOHOUI a rassuré que sa structure EWA est un partenaire essentiel qui travaille sur la question depuis quelques années. Les Journées Nationales de Réflexions sur les Déchets Electroniques constitue aussi un cadre idéal pour présenter les travaux réalisés dans le sens de contribuer à la dynamisation du secteur informel, une étape décisive vers la formalisation de l'ensemble de la filière des DEEE en Côte d'Ivoire

Ainsi, EWA a élaboré une approche de travail qui repose sur quatre (04) points majeurs que sont :

1. Identifier les acteurs locaux et construire des ponts entre les différents acteurs ;
2. Mettre en associations les acteurs indépendants afin de faciliter une meilleure organisation et communication ;
3. Mettre en place une communauté des acteurs de la filière des e-déchets en Côte d'Ivoire ;
4. Renforcer les capacités des groupes d'acteurs sur les bonnes pratiques de gestion des déchets électroniques ainsi que leurs rôles et responsabilités pour assurer une meilleure performance de la filière ;
5. Assurer un accompagnement à la professionnalisation des acteurs ;
6. Plaider pour la reconnaissance sociale et professionnelle des acteurs

M. AOHOUI a informé que les différents points susmentionnés font partie d'un plan stratégique élaboré avec soins par EWA et ses partenaires pour assurer progressivement une transformation qualitative de la filière. Les Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques ayant servi de cadre pour l'identification des acteurs clés du secteur informel, la prochaine étape sera le partage d'un plan d'engagement des parties prenantes. Cette étape permettra d'intégrer les contributions des acteurs et de mettre en place les conditions d'une collaboration durable et transparente.

Enfin, M. AOHOUI a présenté le schéma de la communauté des acteurs qui se présente comme suit :

Pour la composition :

- L'organe de direction de la communauté est un secrétariat général.
- La Responsabilité Sociale des Entreprises et la Responsabilité Elargie des Producteurs pour accompagner les différents projets de la communauté.
- Les ONGS et Associations œuvrant sur des sujets en lien avec les défis du secteur ; notamment les questions relatives au genre, le travail des enfants, la santé de la mère et de l'enfant, l'éducation, les droits de l'homme ; etc.
- Les associations des acteurs selon les types de métiers ; notamment les ferrailleurs, les travailleurs du froid, les techniciens en maintenance informatique, les techniciens de téléphone mobile et les électroniciens.

Pour le fonctionnement :

Le secrétariat général aura pour mission de s'assurer de travailler inclusivement avec l'ensemble des acteurs pour la réalisation de projets contribuant à leur épanouissement social et professionnel.



Photo de famille des E-waste Days 2024

LES JOURNEES DE REFLEXIONS SUR LES DECHETS ELECTRONIQUES, UN RENDEZ-VOUS DES ACTEURS POUR REPENSER LE SYSTEME DE GESTION DES E-DECHETS EN CÔTE D'IVOIRE

Les Journées Nationales de Reflexions sur les Déchets Electroniques ont été le rendez-vous des acteurs du secteur e-déchets et partenaires pour discuter, relâcher et définir ensemble des actions nécessaires pour assurer une transformation de la filière entière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. A cette première édition de cet événement qui se tiendra sur une base annuelle, l'on a enregistré une diversité de participants regroupée comme suit :

- ✓ Structures gouvernementales
- ✓ ONGs internationales
- ✓ Agences de coopération internationale
- ✓ Institutions financières
- ✓ Secteur privé, Pôle QHSE
- ✓ ONGs locales
- ✓ Associations de travailleurs
- ✓ Travailleurs de la filière e-déchets
- ✓ Journalistes
- ✓ Edudiants

LES JOURNEES DE REFLEXIONS SUR LES DECHETS ELECTRONIQUES IDENTIFIE LES URGENCES DU SECTEUR DES E-DECHETS EN CÔTE D'IVOIRE

Les échanges engagés avec les acteurs respectifs du secteurs des déchets à l'occasion des Journées Nationale de Reflexions sur les Déchets Electroniques ont permis de mettre en lumière les questions urgentes qui requierent des actions immédiates. Ce sont entre autres :

- La protection de la santé humaine ; notamment celle des travailleurs informels et leurs familles ;
- La formation/sensibilisation des acteurs sur les bonnes pratiques
- Le travail des enfants ;
- Les inégalités du genre dans le secteur des e-déchets ;
- La reconnaissance sociale et professionnelle des acteurs informels.



E-WASTE ACADEMIE, un cadre de promotion des bonnes pratiques dans la gestion des e-déchets

Les besoins ressentis par les acteurs informels s'expriment en termes de compétences et de respect des exigences professionnelles. Ces besoins, une fois satisfaits, permettront aux acteurs informels d'opérer dans le strict respect des normes environnementales et sociales.

C'est la raison pour laquelle EWA a créé la E-waste Académie pour identifier continuellement les besoins du secteur informel et apporter des solutions sur mesures en termes de capacitations et d'accompagnement à la professionnalisation de leurs métiers.

Ceci faisant, la E-waste Académie voudrait promouvoir les bonnes pratiques parmi les acteurs de la filière des déchets électroniques et contribuer à la dynamisation du secteur informel.

En outillant des acteurs informels et en les aidant à travailler selon les standards internationaux, EWA améliore la compétitivité de ce secteur qui se positionne comme un important pourvoyeur d'emplois en Côte d'Ivoire.

La E-waste Académie se présente dès lors comme la première académie dédiée aux acteurs de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. Sa mission est de :

- ✓ Promouvoir les bonnes pratiques dans le secteur e-déchets
- ✓ Former les acteurs de la filière e-déchets ;
- ✓ Fournir un accompagnement sur mesures pour une professionnalisation du secteur ;
- ✓ Améliorer la compétitivité du secteur informel ;
- ✓ Générer des données sur le secteur informel et la filière des déchets électroniques.



Agent en formation sur les techniques de démantèlement sur la plateforme D3E de EWA

E-WASTE Académie



Cadre de réflexions et d'actions pour une gestion écologiquement rationnelle des e-déchets en Côte d'Ivoire

PROMOUVOIR LES
BONNES PRATIQUES
DE RECYCLAGE



DYNAMISER LE
SECTEUR INFORMEL



AGIR ENSEMBLE EN FAVEUR D'UNE GESTION
DURABLE DES E-DECHETS EN COTE D'IVOIRE



+225 0676464646 / +225 0574353535

WWW.EWASAS.COM

INFO@EWASAS.COM

WWW.FACEBOOK.COM/EWASAS19

WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/102106621

E-WASTE Académie

AGIR EN FAVEUR D'UNE FILIERE E-DECHETS
PLUS COMPETITIVE EN CÔTE D'IVOIRE

CONCLUSION DES TRAVAUX

Les réflexions collectives et débats engagés pendant les Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques ont contribué à appréhender la question des déchets électroniques sous différents angles que nous pouvons résumer comme suit :

- Sur le plan institutionnel :

Au plan institutionnel, l'on retient que le gouvernement s'est donné pour mission d'agir efficacement contre le fléau des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. Cet engagement se traduit de façon tangible par le décret n°2017-217 du 5 avril 2017 portant gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques en Côte d'Ivoire et la loi n°2023-900 du 23 Novembre 2023 portant code de l'environnement. L'on note également la collaboration avec l'entreprise SGS Renovo pour la collecte anticipée des écotaxes pour financer le recyclage des déchets électroniques.

- Sur le plan du financement :

Il existe plusieurs instruments de financement de la gestion des déchets électroniques et de l'économie circulaire en général. La Banque Africaine de Développement accompagne les états africains, y compris la Côte d'Ivoire à travers des financements, notamment les fonds pour le climat et le récent fonds subsidiaire mis en place par l'institution pour financer l'économie circulaire sur le continent africain.

Le gouvernement ivoirien, quant à lui, a également choisi deux (2) approches de financement des déchets électroniques, notamment le principe du pollueur payeur et les éco-redevances.

Pour l'instant, le secteur informel n'est éligible à aucun financement disponible et devrait compter sur l'intervention des organisations non gouvernementales pour faire face à ses propres défis.

- Sur le plan de l'industrialisation de la filière :

La structure très informelle de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire ne permet pas encore de passer à l'échelle d'une industrialisation. Pour y arriver, il faudrait d'abord engager un travail de fond sur le secteur informel, sa professionnalisation, la disponibilité des données et préparer l'environnement à s'ouvrir progressivement à la phase d'une industrialisation.

- Sur le plan des emplois :

La filière représente une grosse opportunité en termes de création d'emplois peu qualifiés. Au regard de la structure actuelle de la filière, la plupart des emplois existants dans ce secteur est informelle. Cette informalité constitue pour l'instant un obstacle à la qualité des emplois et les conditions dans laquelle ils sont exercés. Il se pose dès lors un énorme besoin de formation des acteurs informels et de les accompagner dans une phase de professionnalisation.

L'initiative de la E-waste Académie vient justement répondre à ce besoin urgent en offrant de la formation sur mesure aux acteurs informels et un accompagnement dans un processus d'amélioration à travers la professionnalisation de leurs activités.

- Sur le plan de la collaboration et la co-création

La gestion informelle des déchets électroniques en Côte d'Ivoire n'est pas respectueuse des normes sociales et environnementales. Elle pose des problèmes de droits humains avec l'intervention des enfants dans la collecte et le démantèlement des équipements usagés sur des sites illégaux, la quasi-absence des filles/femmes dans les activités de reconditionnement des équipements informatiques posant ainsi un problème de genre et la maigreur des revenus des acteurs, une situation empêchant la scolarisation des enfants et exacerbant leur état de pauvreté. Pour faire face à l'ensemble de ces problèmes présents dans le secteur informel, EWA voudrait favoriser la collaboration avec les autres acteurs engagés, notamment les organisations non gouvernementales, institutions nationales et partenaires. A travers cette approche, EWA favorise la mutualisation des efforts pour répondre plus efficacement aux défis liés à la gestion informelle des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

- Prochaines Etapes

Les prochaines étapes de l'aventure se résume à la création de la communauté des acteurs de la filière e-déchets, le développement d'un plan d'engagement des parties prenantes, la formation des acteurs informels, la professionnalisation des activités informelles et la mise en place d'un mécanisme pour générer des données qualitatives et quantitatives. Il sera également question de développer des d'activités vairées visant à animer la communauté et à encourager davantage les collaborations au sein du réseau.

REMERCIEMENTS

L'ensemble de l'équipe de Electronic Waste Africa tient à remercier très sincèrement l'ensemble des participants de la 1^{ère} Edition des Journées Nationales de Réflexions sur les Déchets Electroniques en Côte d'Ivoire. EWA remercie particulièrement le Département Changement Climatique et Croissance Verte de la Banque Africaine de Développement, LE Programme National Changement Climatique, Invest for Jobs, Le Programme National de Gestion des Déchets, les organisations Common Action for Sustainable Development, Cicatrice, REJASOC, REMECC, Agir pour Servir Côte d'Ivoire, AFEMCI, Pefy-Consulting, Recyclast Africa, Univalplast Côte d'Ivoire, CIREC, Switch Metals, AFECAMCI, Espérance Verte. Les différentes contributions aux travaux pendant les deux journées de la conférence ont été extrêmement capitales.

EWA exprime également sa profonde reconnaissance aux modérateurs, les jeunes volontaires, le personnel de l'hôtel Bluebay et l'ensemble du comité d'organisation pour le travail remarquable abattu pour réussir le défi de cette 1^{ère} Edition des Journée Nationales de Réflexions sur les Déchets Electroniques en Côte d'Ivoire. Le succès de cet évènement repose sur le moindre effort de chacun des parties prenantes. C'est ensemble que nous l'avons fait !

EWA ne saurait terminer cette liste de remerciements sans accorder une mention spéciale aux partenaires IKEA, ASHOKA et le Port Autonome de San-Pedro pour leurs contributions inestimables sans lesquelles la conférence n'aurait peut-être pas eu lieu. EWA salue le sens de l'engagement à ses côtés pour co-crée des solutions durables dans le secteur des e-déchets et de l'économie circulaire en Côte d'Ivoire.



M. Henri-Damien LAURENT, TEC4ED



M. Evariste AOHOUI, Responsable de EWA et Alyona Yuzefovich, partenaire de EWA

Nous sommes engagés à co-construire avec l'ensemble de nos partenaires techniques, institutionnels et financiers un écosystème équitable et inclusif pour promouvoir la protection de l'environnement et la préservation de la santé humaine.

Nous travaillons également à garantir aux acteurs informels des conditions favorables à un épanouissement social et professionnel.

MOT DE FIN



Équipe de volontaires pendant les E-waste Days 2024, supervisée par Mme Danielle KANON et M. Daniel BOUSSOU, staff EWA

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont à l'échelle mondiale un grand défi. A l'instar de la plupart des pays africains, la Côte d'Ivoire s'est aussi engagée à œuvrer pour assurer aux déchets électroniques une gestion écologiquement rationnelle. Cependant, la seule action du gouvernement ne suffit pas pour la réalisation de cet objectif. Il faut davantage d'initiatives formelles portées par d'autres acteurs de l'écosystème local et de plus en plus de collaborations stratégiques pour résoudre efficacement le problème des déchets électroniques.

Electronic Waste Africa (EWA) qui est l'un des rares acteurs à œuvrer dans la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire, développe depuis plusieurs années des solutions visant à améliorer la filière des e-déchets en appui aux efforts du gouvernement. Ces travaux vont de l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs informels à la mise en place de collaborations stratégiques susceptible de contribuer à la transformation systémique de la filière tout entière.

Les Journées de Réflexions des Déchets Electroniques ont été l'occasion de mobiliser différents niveaux d'acteurs dans un cadre ordinaire pour favoriser en plus des connexions professionnelles, des échanges

sincères et sans équivoque sur la situation générale de la filière des déchets électroniques en Côte d'Ivoire.

Les Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques ont également donné le ton pour la mise en place d'une communauté des acteurs de la filière. Cette ambition poursuivie par EWA repose uniquement sur la collaboration des acteurs en vue d'un épanouissement social et professionnel. C'est aussi une forte et belle manière de placer la responsabilité individuelle et collective des acteurs au cœur du processus d'amélioration de la filière.

En attendant la seconde édition des Journées de Réflexions sur les Déchets Electroniques prévue pour Mars 2025, il est question de mettre en place la communauté des acteurs et de travailler au renforcement des capacités des acteurs informels ainsi qu'à la professionnalisation des activités de ces derniers à travers la E-waste Académie.

Cette mission que s'est donnée EWA va significativement contribuer à la transformation qualitative de la filière et pourrait faire de la Côte d'Ivoire un cas école dans la gestion des déchets électroniques en Afrique de l'Ouest Francophone.

NOUS CONTACTER



Photo de famille avec les responsables d'associations des acteurs informels pendant les E-waste Days 2024

DIRECTION GENERALE

Electronic Waste Africa
04 BP 2676 Abidjan 04
Web: www.ewasas.com
Email: ewasasabidjan@gmail.com
Tel: 2722319541 Cel: 0576464646

DIRECTION DES PROGRAMMES

Electronic Waste Africa
04 BP 2676 Abidjan 04
Web: www.ewasas.com
Email: ewasasabidjan@gmail.com
Tel: 2722319541 Cel: 0757708098

DIRECTION COMMUNICATION

Electronic Waste Africa
04 BP 2676 Abidjan 04
Web: www.ewasas.com
Email: info@ewasas.com
Tel : 2722319541 Cel : 0574353535